

jusqu'au cou pour aller à l'université et ils devront rembourser pendant longtemps.

Nous savons ce que sont les compressions en matière d'enseignement en Colombie-Britannique. Nous savons ce qui se produira lorsque, en raison de ce projet de loi, les provinces auront moins d'argent à investir dans l'éducation et les soins médicaux destinés aux jeunes pour pouvoir continuer la fête inaugurée par Expo 86. Cet investissement assurerait notre bonheur et notre prospérité à venir, et c'est pourquoi il s'impose. Nous nous opposons à ce projet de loi parce qu'il va à l'encontre des besoins de la Colombie-Britannique. Elle va subir des compressions dans le domaine de l'éducation au lieu d'obtenir les nouveaux crédits qui constitueraient, à mon avis, un investissement dans l'avenir du Canada.

**M. le vice-président:** La Chambre est-elle prête à se prononcer?

**Des voix:** Le vote!

**M. le vice-président:** Le vote porte sur l'amendement de M. Garneau:

Qu'on modifie la motion en retranchant tous les mots suivant le mot «Que» et en les remplaçant par ce qui suit:

«La Chambre refuse de continuer l'étude de ce projet de loi dont le principe consiste à réduire unilatéralement les paiements du gouvernement fédéral aux provinces pour l'éducation postsecondaire et les services de santé qui sont essentiels.»

Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non.

**M. le vice-président:** Que tous ceux qui sont en faveur de l'amendement veuillent bien dire oui.

**Des voix:** Oui.

**M. le vice-président:** Que tous ceux qui sont contre veuillent bien dire non.

**Des voix:** Non.

**M. le vice-président:** A mon avis, les non l'emportent.

*Et plus de cinq députés s'étant levés:*

**M. le vice-président:** Convoquez les députés.

(La motion de M. Garneau, mise aux voix, est rejetée.)

• (1640)

(Vote n° 253)

POUR  
Députés

Allmand  
Althouse  
Axworthy  
Benjamin  
Berger  
Boudria  
Caccia  
Copp

Deans  
de Corneille  
de Jong  
Epp  
(Thunder Bay-Nipigon)  
Fulton  
Gagliano  
Garneau

Gauthier  
Guilbault  
(Saint-Jacques)  
Henderson  
Hovdebo  
Isabelle  
Jewett  
Kaplan

Accords fiscaux—Loi

Députés

Langdon  
MacLellan  
Malépart  
Manly  
McCurdy  
McDonald  
(Broadview-  
Greenwood)

Mitchell  
Murphy  
Nicholson  
(Trinity)  
Nunziata  
Orlikow  
Prud'homme  
Robinson

Rompkey  
Tardif  
(Richmond-Wolfe)  
Waddell  
Young—39.

CONTRE

Députés

Andre  
Attewell  
Bernier  
Binns  
Bissonette  
Blackburn  
(Jonquière)  
Blais-Grenier  
Bourgault  
Boyer  
Brisco  
Browes  
Cadieux  
Clark  
(Brandon-Souris)  
Collins  
Cooper  
Corbett  
Cossitt  
Crosbie  
(Saint-Jean-Ouest)  
Crosby  
(Halifax-Ouest)  
Crouse  
Darling  
Daubney  
de Cotret  
Desjardins  
Desrosiers  
Domm  
Dorin  
Ellis  
Fennell  
Fontaine  
Fraleigh  
Fretz  
Gass  
Gérin  
Girard

Graham  
Gray  
(Bonaventure-Îles-de-  
la-Madeleine)  
Greenaway  
Grisé  
Guilbault  
(Drummond)  
Gustafson  
Halliday  
Harvey  
Hawkes  
Hicks  
Hnatyshyn  
Hockin  
Holtmann  
Horner  
Hudon  
Jardine  
Jepson  
Johnson  
(Bonavista-Trinity-  
Conception)  
Kelleher  
Kindy  
Ladouceur  
Leblanc  
Lewis  
MacKay  
Mantha  
Marin  
Mayer  
Mazankowski  
McCain  
McCrossan  
McDermid  
McInnes  
McKnight  
Mitges

Nickerson  
Nielsen  
Oberle  
O'Neil  
Oostrom  
Pennock  
Peterson  
Plourde  
Porter  
Price  
Ravis  
Reid  
Reimer  
St. Germain  
Schellenberg  
(Nanaimo-Alberni)  
Schellenberger  
(Wetaskiwin)  
Scott  
(Hamilton-Wentworth)  
Scowen  
Sparrow  
Stackhouse  
Stevens  
Stewart  
Tardif  
(Charlesbourg)  
Taylor  
Thacker  
Towers  
Tremblay  
(Québec-Est)  
Tremblay  
(Lotbinière)  
Vincent  
Wenman  
Winegard  
Wise  
Witer—102.

• (1710)

**M. le Président:** Je déclare l'amendement rejeté.

La Chambre est-elle prête pour le vote suivant?

**M. Hnatyshyn:** J'invoque le Règlement, monsieur le Président. On a discuté entre les partis de la possibilité d'adopter deux mesures législatives d'ordre administratif relatives à l'arbitrage inscrites au nom du ministre de la Justice (M. Crosbie). La Chambre serait peut-être disposée à passer à l'étude des projets de loi C-107 et C-108, chaque parti faisant intervenir un orateur. Nous devrions pouvoir adopter ces deux mesures à toutes les étapes de leur étude, en permettant ainsi le renvoi à l'autre endroit.

Je devrais dire que ces mesures sont requises pour Expo 86 avant le 12 mai. Nous avons tâché d'accommoder les échéanciers de toutes les parties concernées.